



Cellule d'Appui au Partenariat
Cameroun - Union européenne



RAPPORT | 20 ANNUEL 25

**LA
COORDINATION
NOUVELLE**



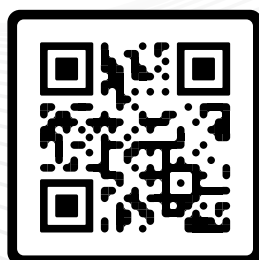


PARTENARIAT CAMEROUN – UNION EUROPÉENNE

LA COORDINATION NOUVELLE

RAPPORT ANNUEL 2025

Nos rapports annuels d'activités
sont disponibles via ce Code Qr.



Scannez Moi



Le contenu de la présente publication
relève de la seule responsabilité de la Cellule d'Appui
au Partenariat Cameroun-Union européenne
et ne peut en aucun cas, être considéré comme reflétant
l'avis de l'Union européenne.



Sommaire

Glossaire	4
Abréviations	6

INTRODUCTION 8

Résumé du rapport	9
Avant-propos du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'aménagement du Territoire, Coordonnateur du Partenariat Cameroun-Union européenne	10
Mot de l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne	11
Faits saillants du partenariat Cameroun-Union européenne en 2025	12
Propos introductif du Coordonnateur de la CAP-CUE	15

PARTIE 1 : LE RENOUVEAU INSTITUTIONNEL 16

La nouvelle dynamique organisationnelle et structurelle

• Le nouveau dispositif de coordination	18
• La nouvelle configuration institutionnelle	20
• La transformation structurelle	22

La nouvelle dynamique managériale et fonctionnelle

• L'actualisation nouvelle des missions de coordination	24
• L'élaboration en cours des nouveaux outils managériaux	26
• La nouvelle vision managériale	28

PARTIE 2 : LE RENOUVEAU STRATÉGIQUE 30

La dynamique renouvelée d'appui aux activités de partenariat

• L'impulsion du dialogue de partenariat	32
• La facilitation de la mise en œuvre du portefeuille de coopération	34
• La mobilisation continue de la stratégie Global Gateway	38
• Le monitoring financier du portefeuille de coopération	42

La dynamique renforcée de suivi du partenariat au développement

• L'élargissement du suivi du partenariat européen	50
• L'extension du suivi aux partenariats associés	52
• Les nouveaux horizons d'action de coordination	54

Accord de Partenariat Economique

Accord commercial visant à développer le libre-échange avec l'Union européenne. L'APE bilatéral Cameroun-UE est entré en vigueur en août 2016 et poursuit sa mise en œuvre dans l'optique d'une suppression de 80 % des droits de douanes pour les produits européens sur une période de 13 ans.

Accord de Samoa

Accord juridique régissant le partenariat OEACP-UE, pour les vingt prochaines années, à compter de sa signature intervenue à Apia (Samoa) le 15 novembre 2023. Il remplace l'Accord de Cotonou qui était en vigueur depuis 2000.

Ambassadeur, Chef de Délégation de l'UE

Personnalité diplomatique à la tête de la Représentation nationale (Délégation) européenne. Il est coacteur avec le Ministre, Coordonnateur du Partenariat, de la conduite du processus de partenariat européen au niveau national.

Appui Budgétaire Sectoriel de l'UE (ABS-UE)

Modalité d'intervention de l'UE, portant sur le versement au Trésor Public, des ressources allouées à la mise en œuvre des programmes/projets de développement, convenus d'accord-parties avec le Gouvernement.

Blending

Mécanisme de mobilisation des financements additionnels extérieurs, par le mixage des subventions (dons) de l'UE avec les prêts des autres institutions financières et organismes de développement.

Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED

Structure technique et opérationnelle sous l'ancien régime du FED (Fonds Européen de Développement), placée sous l'autorité directe du Ministre, Ordonnateur National du FED, avec pour mission de l'assister et de l'appuyer dans le cadre de la mobilisation et de la gestion optimale, efficiente et efficace des ressources de la coopération européenne.

Cellule d'Appui au Partenariat Cameroun – Union européenne

Structure technique et opérationnelle nouvellement créée (par Arrêté ministériel du MINEPAT portant transformation de la CAON-FED en CAP-CUE), placée sous l'autorité directe du Ministre, Coordonnateur du Partenariat, dont la mission est de l'assister et de l'appuyer dans le cadre de la mobilisation et de la gestion optimale, efficiente et efficace des ressources de la coopération européenne.

Chaîne de Valeur Mondiale

Ensemble des activités productives réalisées par les entreprises en différents lieux géographiques au niveau mondial pour amener un produit ou un service du stade de la conception au stade de la production et de la livraison au consommateur final.

Conseil ministériel ACP

Instance décisionnelle et d'orientation regroupant les Ministres ACP de chaque Etat membre. Le Conseil se réunit deux fois par an, en session mixte avec l'UE en mai/juin et en session budgétaire ACP en novembre/décembre.

Contrat de Réforme Sectorielle – Développement rural

Convention de financement adossée à l'Appui Budgétaire Sectoriel octroyé par l'UE pour la promotion d'un développement durable et inclusif dans le secteur rural. Initialement conclue pour la période 2017-2019, l'opération a connu une première prorogation jusqu'en 2021, dont le renouvellement en 2023, s'est poursuivi au cours des années 2024 et 2025.

Convention de financement

Document de coopération conjointement signé, matérialisant l'accord de financement de l'UE pour la mise en œuvre d'un projet/programme de développement convenu avec le Gouvernement.

Coordination du Partenariat Cameroun-UE

Mission institutionnellement dévolue à la CAP-CUE en appui au Ministre Coordonnateur du Partenariat (MINEPAT), de suivi des activités de la coopération de l'Union européenne au Cameroun.

Dialogue de partenariat

Processus d'échanges et d'activités de suivi conjoint du partenariat.

Dialogue Politique Structuré

Instance de dialogue bilatéral institué par l'Accord de Cotonou (Article 8) pour le suivi conjoint de l'ensemble du processus de la coopération européenne.

Dialogue Economique et Technique

Instance de dialogue nouvellement convenue au niveau national, tendant à renforcer le dispositif d'encadrement et de suivi de la coopération Cameroun-UE, ciblé spécifiquement au domaine économique et commercial. Les priorités fortes de politique économique nationale et les nouvelles orientations thématiques privilégiées de la coopération européenne vers l'investissement et le commerce ont milité pour la mise en place de cette instance.

Engagements

Ressources allouées dans le cadre d'une convention de financement, et qui feront l'objet de décaissement au titre de l'exécution de ladite convention.

Equipe Europe / Team Europe

Mobilisation de l'Union européenne avec ses Etats membres localement représentés, les agences de coopération et la BEI, dans le cadre d'initiatives communes de coopération au développement, visant une meilleure efficacité des appuis, ainsi qu'un impact plus accru des interventions.

L'Europe dans le monde (ou Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – IVCDI)

Instrument unifié de la coopération européenne qui rassemble pour la première fois la plupart des flux de financement de l'UE destinés à la coopération internationale. Il est actuellement utilisé pour soutenir le développement durable dans les pays du voisinage de l'UE, l'Asie, les Amériques, l'Afrique, le Pacifique et les Caraïbes.

Par rapport aux Etats OEACP en particulier, cet instrument remplace le FED dont le 11ème cycle est arrivé à expiration en 2020. Pour la période 2021-2027, l'enveloppe de cet instrument porte sur un montant global de 79,5 milliards d'euros (52 163 milliards F.CFA).

Facilité de Coopération Technique (FCT)

Instrument sous forme de convention, dédié au financement des interventions d'appoint et à caractère transversal de la coopération européenne.

Fonds Européen de Développement (FED)

Principal instrument européen de programmation du financement du développement dans le cadre des onze cycles successifs de la coopération ACP-UE, de 1957 à 2020.

Gestion indirecte

Mode d'action par lequel l'Union européenne confie les tâches d'exécution budgétaire des programmes/projets, à des pays tiers ou à des organisations internationales ou aux agences de développement des Etats membres de l'UE ou à d'autres organismes certifiés.

Ministre Coordonnateur du Partenariat Cameroun-UE

Dans le contexte de disparition de la fonction d'Ordonnateur National du FED, Autorité de supervision du processus de partenariat avec l'UE, dévolue au MINEPAT, en référence à ses prérogatives gouvernementales de coordination de la coopération économique et technique avec les Partenaires Techniques et Financiers du Cameroun.

NDICI

Acronyme anglais de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale. C'est le nouvel instrument financier de coopération européenne qui remplace le FED et dont le mécanisme s'applique au programme 2021-2027 du partenariat OEACP-UE.

OEACP

Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). C'est la nouvelle dénomination du Groupe ACP (Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) anciennement établi sous l'Accord de Georgetown de 1975. Le Groupe ACP est officiellement devenu OEACP le 5 avril 2020, suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de Georgetown révisé, tel qu'approuvé par les Chefs d'Etat et de Gouvernement. Il reste constitué de 79 pays dont 48 d'Afrique, 16 des Caraïbes et 15 du Pacifique, tous signataires de l'Accord de Cotonou.

OEACP-UE

Rapport de coopération multilatérale entre les 79 Etats membres de l'OEACP et les 27 de l'UE. C'est de cette coopération multilatérale que se décline le partenariat bilatéral Cameroun-UE.

Ordonnateur National du FED (ON-FED)

Autorité nationale sous le régime du FED, en charge de la mise en œuvre des ressources de coopération européenne, en l'occurrence le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) qui représente le Cameroun dans toutes les activités de coopération OEACP et OEACP-UE.

Plateforme d'Investissement pour l'Afrique

Dispositif financier de la coopération européenne, mettant en commun des aides non remboursables provenant du budget de l'UE pour mobiliser des financements auprès de la BEI, et d'autres institutions financières.

Programme Indicatif Multi-annuel

Document cadre de coopération avec l'UE, sous le nouveau régime de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI). Elaboré et conclu par région/pays, il fixe l'enveloppe d'allocation financière et les domaines d'intervention des ressources de coopération au développement de l'UE.

SND30

Stratégie Nationale de Développement pour la période 2020-2030. C'est le nouveau document de référence de la politique de développement nationale, adopté en novembre 2020, et qui remplace le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) arrivé au terme de sa décennie (2010-2020) d'implémentation.

Sommet ACP

Rencontre des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du Groupe ACP, à l'effet de donner les grandes orientations de fonctionnement ACP et de politique de partenariat avec l'UE.

Stratégie Global Gateway

Initiative de coopération européenne, visant à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements dans le monde entier entre 2021 et 2027 dont 150 milliards d'euros en faveur de l'Afrique. Elle se concentre sur des projets d'infrastructures durables et de qualité dans les domaines du numérique, de l'énergie, des transports, de la santé, de l'éducation et de la recherche, en étroite collaboration avec les pays partenaires.

Subventions européennes

Donations directes accordées à divers acteurs étatiques ou non étatiques, pour promouvoir un objectif de la politique de l'UE à travers, soit une action (subvention pour action) soit la prise en charge des coûts de fonctionnement d'un organisme (subvention de fonctionnement).

Abréviations

ABC - PADER : Accompagnement des mutations du Bassin Cotonnier – Programme d'Appui au Développement Rural

ABS-UE : Appui Budgétaire Sectoriel de l'Union européenne

AFD : Agence Française de Développement

AIP : African Investment Platform (Plateforme d'Investissement pour l'Afrique)

APE : Accord de Partenariat Economique

ASP CAM-PV : Projet d'Appui au Secteur Privé Forestier et à la filière bois au Cameroun pour le Pacte Vert

AT : Assistant Technique

BAD : Banque Africaine de Développement

BEI : Banque Européenne d'Investissement

CAON-FED : Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED

CAP-CUE : Cellule d'Appui au Partenariat Cameroun-Union européenne

CDD : Chef de Délégation

CE : Commission Européenne

CF : Convention de financement

COP : Contrat d'Objectifs de Performances

COPIL : Comité de Pilotage

CRS-ABS : Contrat de Réforme Sectorielle de l'Appui Budgétaire Sectoriel

CSO : Comité de Suivi Opérationnel

DACC : Dispositif d'Appui à la Compétitivité au Cameroun

DICOSE : Dispositif de Coordination technique et de suivi-évaluation de la mise en œuvre de projet

DUE : Délégation de l'Union européenne

ECOFAC : Appui pour la préservation de la biodiversité et les écosystèmes fragiles

EcoNorCam : Ecosystème du Nord Cameroun

FCT : Facilité de Coopération Technique

FED : Fonds Européen de Développement

FEICOM : Fonds Spécial d'Équipements et d'Intervention Intercommunale

GIZ : Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement

KFW : Kreditanstalt für Wiederaufbau (Agence de coopération financière allemande)

KHPC : KIKOT-MBEMBE Hydro Power Company

MAB : Mesures d'Accompagnement Bananes

MCP : Ministre, Coordonnateur du Partenariat

MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

MINDDEVEL : Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

MINCOMMERCE : Ministère du Commerce

MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Énergie

MINEPAT : Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

MINEPIA : Ministère de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales

MINFI : Ministère des Finances

MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune

MINHDU : Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain

MINREX : Ministère des Relations Extérieures

ODEBAC : Océan Durable et Économie Bleue en Afrique Centrale

OPA – AC : Observatoire des Pratiques Anormales sur les Corridors d'Afrique centrale

OSC : Organisation de la Société Civile

OTP-OI CAM : Portail du Bois Ouvert - Observation indépendante Cameroun

PAA : Plan d'Action Annuel

PADL : Programme d'Appui au Développement Local

PAGIRN : Programme d'Appui à la Gouvernance des Infrastructures Régionales et Nationales en Afrique Centrale

PAMFOR : Programme d'Amélioration de la Gouvernance en milieu Forestier

PAIRIAC : Programme d'Appui à l'Intégration Régionale et à l'Investissement en Afrique Centrale

PIDA : Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique

PIM : Programme Indicatif Multi-annuel

PIR : Programme Indicatif Régional

PMES : Petites et Moyennes Entreprises

PNDP-FED : Programme National de Développement Participatif – FED

PROCIVIS : Programme d'Appui à la Citoyenneté Active

PRODESV : Programme de Développement Économique et Social des Villes Secondaires

PROSCIG : Promotion d'Approches de transformation du genre pour le renforcement de la résilience de la société civile au Cameroun

PTA : Plan de Travail Annuel

PTF : Partenaire Technique et Financier

SODECOTON : Société de Développement du Coton du Cameroun

ReSiNoc : Renforcement des Systèmes d'Innovation Agricole au Nord Cameroun

TCF : Facilité de Coopération Technique

TEI : Team Europe Initiative

UA : Union Africaine

UE : Union européenne

UFA : Union Forestière d'Aménagement

VCY : Voie de Contournement de Yaoundé



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

Ministère de l'Economie, de la
Planification, et de l'Aménagement
du Territoire



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

Ministry of Economy, Planning,
and Regional Development

ARRÊTÉ N° 00000002

/MINEPAT DU

06 MARS 2025

Portant transformation de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du
Fonds Européen de Développement en Cellule d'Appui au Partenariat entre le
Cameroun et l'Union européenne.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,

- Vu la Constitution ;
- Vu l'Accord de Georgetown, révisé les 09 et 10 décembre 2019 à Nairobi
et ratifié par la loi n°2021/007 du 16 avril 2021 ;
- Vu l'Accord de Partenariat entre l'Union européenne et ses États
membres, d'une part, et les membres de l'Organisation des États
d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, signé le 15
novembre 2023 à Samoa et ratifié par la loi n° 2024/005 du 24 juillet
2024 autorisant le Président de la République ;
- Vu le décret n° 2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du
Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du
Territoire ;
- Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du
Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02
mars 2018 ;
- Vu le décret n° 2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du
Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2021/247 du 27 avril 2021 portant ratification de l'Accord
de Georgetown, révisé les 09 et 10 décembre 2019 à Nairobi ;
- Vu le décret n° 2024/332 du 24 juillet 2024 portant ratification de
l'Accord de Partenariat entre l'Union européenne et ses États
membres, d'une part, et les membres de l'Organisation des États
d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, signé le 15
novembre 2023 à Samoa,

ARRÊTÉ
CHAPITRE I

1

SERVICES DU PREMIER MINISTRE	
VISA	
000191	03 MAR 2025
PRIME MINISTER'S OFFICE	

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1^{er}. Le présent arrêté porte transformation de la Cellule d'Appui à
l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement en Cellule d'Appui
au Partenariat entre le Cameroun et l'Union européenne(UE), en abrégé « **CAP-
CUE** », ci-après désignée « **la Cellule** ».

Résumé du rapport

De par l'Arrêté ministériel N°00000002/ MINEPAT du 06 mars 2025, portant transformation de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (CAON-FED) en Cellule d'Appui au Partenariat Cameroun-Union européenne (CAP-CUE), le dispositif de suivi de la coopération au développement de l'Union européenne au Cameroun a connu en 2025, une importante mutation structurelle, caractéristique de l'arrimage institutionnel de la coordination des activités de coopération à la nouvelle donne partenariale articulée autour de deux éléments novateurs majeurs : l'avènement de l'Accord de Samoa en tant que nouveau cadre général de partenariat OEACP-UE en remplacement de l'Accord de Cotonou en vigueur jusqu'en 2023 et l'avènement du NDICI-Global Europe comme nouvel instrument financier de coopération en remplacement du FED arrivé à terme en 2021.

Au titre de la transformation intervenue dès le premier trimestre 2025, les activités de coordination du partenariat européen au Cameroun ont été marquées au courant de l'année sous revue, d'une double dynamique de vent nouveau, relative d'une part à la reconfiguration institutionnelle de la structure dédiée, et d'autre part au redéploiement opérationnel de tendance stratégique, du suivi du partenariat.

La dynamique de reconfiguration institutionnelle a porté sur plusieurs ajustements d'ordre structurel, fonctionnel et managérial, alignés sur la redéfinition des missions de coordination, issues du texte de transformation.

Sur la base des articulations correspondantes, l'exercice de mise en place du nouveau dispositif a donné lieu à l'élaboration des outils managériaux adaptés, accompagnée d'une remobilisation managériale autour d'une vision d'efficacité et de performance, de nature à optimiser le rendement de la coordination du partenariat européen dans son nouvel élan.

Quant à la dynamique de redéploiement opérationnel, elle a porté sur l'exercice des activités proprement dites de suivi de la coopération, dans la forte tendance stratégique induite de la nouvelle donne partenariale, renforcée davantage par le mouvement d'élargissement du champ d'intervention de la coordination.

Il s'est agi notamment de l'impulsion du dialogue de partenariat, de la facilitation de mise en œuvre du portefeuille de coopération, de la mobilisation continue de la Stratégie Global Gateway de l'Union européenne, et du monitoring financier du portefeuille de coopération.

En droite ligne du focus stratégique d'action qui caractérise la coordination du partenariat européen au Cameroun dans sa nouvelle structure de service, la dynamique évolutive de déploiement de la CAP-CUE est appelée à se développer davantage en considération de plusieurs éléments de contextes qui lui ouvrent de nouveaux horizons.



Avant-propos du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Coordonnateur du partenariat Cameroun – Union européenne

Optimiser la dynamique de coordination

“...Les défis à venir exigent de nous un engagement collectif renforcé.

Ils demandent une rigueur accrue et une capacité d'innovation renouvelée

Discours du Ministre à la Conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du MINEPAT.

Yaoundé,
Février 2025

Dans la foulée des changements post-Cotonou et post-FED en cours d'application depuis quelques années, le partenariat européen a connu en 2025, une importante rénovation institutionnelle de son système de suivi au Cameroun, avec la transformation de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (CAON-FED) en Cellule d'Appui au Partenariat Cameroun-Union européenne (CAP-CUE).

Cette transformation liée aux changements de paradigmes du partenariat, traduit la volonté d'adaptation à la nouvelle donne marquée par l'instauration, puis l'implémentation progressive de nouveaux instruments et mécanismes de coopération.

Au titre de la réorganisation structurelle et fonctionnelle qui matérialise cette transformation, le texte fondateur de la CAP-CUE lui assigne, entre autres objectifs de coordination du partenariat européen, plusieurs missions novatrices dont celle en premier de « faciliter l'alignement des interventions de l'Union européenne sur la Stratégie Nationale de Développement du Cameroun ».

La primauté énonciatrice de cette mission est révélatrice de l'importance des enjeux et défis de la nouvelle structure, dans le contexte de rénovation en cours du partenariat européen au Cameroun.

Il s'agit globalement de développer davantage de stratégies pour optimiser au mieux les gains d'opportunités de la coopération européenne au profit des populations camerounaises. L'alignement et l'appui à la SND30 en constituent la boussole première.

A mi-parcours de sa mise en œuvre, la SND30 enregistre à ce jour des progrès significatifs dont on peut apprécier la contribution européenne à travers notamment et principalement le PIM 2021-2027 qui cumule près de FCFA 150,2 milliards d'enveloppe de financement de projets et programmes de développement, ainsi que la mobilisation en cours des fonds mis à disposition dans le cadre de la Stratégie Global Gateway de financement des infrastructures.

C'est sur cette dynamique que se situe la montée en puissance attendue de la CAP-CUE en tant que nouvelle structure de coordination du partenariat européen au Cameroun, dans la perspective d'un déploiement optimalement bénéfique à la politique de développement national.

La mise en œuvre de la SND30 à laquelle le Gouvernement attache la plus ferme détermination, s'en trouvera grandement accompagnée.

Alamine OUSMANE MEY

Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire,
Coordonnateur du Partenariat Cameroun - Union européenne



Mot de l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne

La coopération européenne au Cameroun : Des impacts concrets et tangibles

Il demeure essentiel de mobiliser des fonds publics et privés pour stimuler les investissements et améliorer le climat des investissements et des affaires sur nos continents, et nous réaffirmons notre détermination à faire en sorte que ces investissements aient un impact porteur de transformation.

**Déclaration
conjointe à l'issue
de Sommet UA-UE.**

Luanda (Angola),
Novembre 2025

Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et commerciales inédites, l'Union européenne (UE) demeure le premier partenaire de l'Afrique en matière de coopération au développement, de commerce et d'investissement. L'UE promeut une relation partenariale fiable et une relation d'égal à égal. Un accent particulier est notamment mis sur la promotion de l'investissement en Afrique au bénéfice des entreprises et des populations pour une croissance durable, l'accès aux technologies (dont l'intelligence artificielle) et la création d'emplois.

A l'issue du 7^{ème} Sommet Union africaine (UA) - UE tenu en Angola en novembre dernier, l'engagement sans faille en faveur de la poursuite du partenariat et des investissements dans les infrastructures énergétiques, le transport et le numérique a mutuellement été réaffirmé. Les objectifs du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), de l'Agenda 2063 de l'UA et l'ambitieuse stratégie européenne «Global Gateway» (l'ouverture à la connectivité mondiale) sont alignés au service du continent.

Pour le Cameroun, des progrès significatifs ont été obtenus, notamment pour la mobilisation de financements pour le secteur privé. Le pays se hisse en effet au second rang continental, en termes de mobilisation de ressources concessionnelles pour les entreprises. Chacun des projets soutenus bénéficie à la croissance économique du pays et, en premier lieu, aux Camerounais et Camerounaises.

Derrière chaque Euro, derrière chaque FCFA investis se construisent des projets structurants : la construction de rails, de ponts et de routes, le renforcement de la mobilité urbaine, la modernisation du système énergétique, la promotion de la digitalisation, le soutien aux chaînes de valeur, à la biodiversité et au secteur rural, et bien plus encore. Au cœur de cette démarche, l'approche «Équipe Europe», avec nos Etats membres (l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France et l'Italie), permet d'accroître l'impact et la cohérence de toutes les actions entreprises.

Ce partenariat exemplaire est rendu possible par l'esprit de coopération étroite entre l'UE et le Cameroun et par les femmes et les hommes qui le font vivre au quotidien.

Je souhaite, dans ce sens, saluer chaleureusement les efforts et l'engagement de la Cellule d'Appui au Partenariat (CAP-CUE) nouvellement instituée en 2025, dont le travail de coordination est un élément essentiel pour la mise en œuvre efficace des stratégies européennes. La CAP constitue un maillon essentiel d'efficacité du système de coordination de notre partenariat avec le Cameroun.

Ensemble, poursuivons et intensifions cet élan, afin de bâtir une relation pérenne toujours plus confiante, au service d'un développement social, humaniste et mutuellement bénéfique.

S.E.M Jean-Marc CHÂTAIGNER

Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne au Cameroun



Intégration régionale :
Inauguration du
Pont sur le Logone

Yagoua,
28 avril 2025



**50^{ème} anniversaire
de l'Europe :**
Banquet offert par
l'Ambassadeur

Yaoundé,
09 mai 2025



**Gouvernance
routière sur les
corridors d'Afrique
centrale :**

Deuxième atelier
national de
présentation des
résultats et de suivi
des activités de
l'OPA-AC

Bangui,
14 août 2025

Faits saillants du partenariat en 2025



**L'Equipe Europe
pour un Septentrion
Vert et Résilient :**
Atelier de revue
de portefeuille du
Programme CASEVE

Yaoundé,
25 septembre 2025



**Stratégie Global
Gateway :**
Deuxième édition
du Forum Global
Gateway

Bruxelles,
9-10 octobre 2025

OEACP :
120^{ème} session du
Conseil des ministres
de l'OEACP

Bruxelles,
12-15 décembre 2025



République du Cameroun

Paix - Travail - Patrie

Ministère de l'Économie,
de la Planification et de
l'Aménagement du Territoire

Soutenir efficacement la
coordination et le suivi du
partenariat entre le Cameroun
et l'Union européenne...



Cellule d'Appui au Partenariat
Cameroun - Union européenne



... Au service de l'économie
nationale et du
développement inclusif et
durable des populations
camerounaises.

Cellule d'Appui au Partenariat
Cameroun - Union européenne

320, Rue Onambélé Nkou-Nlongkak
B.P. : 847 Yaoundé Cameroun
Standard : +237 222 21 97 72
Fixe : +237 222 21 55 87
Fax : +237 222 20 53 93
Site web : www.capcue.cm



Propos introductif du Coordonnateur de la CAP-CUE

Redynamiser davantage le partenariat

Oui, nous avons chacun nos intérêts, mais ils ne sont pas incompatibles : ils peuvent, au contraire, se renforcer mutuellement si nous savons les écouter, les comprendre et les valoriser ensemble.

(...) C'est tout le sens de notre initiative « Global Gateway », avec la « Team Europe », pour attirer des investissements utiles au développement durable pour les populations.

Discours du Chef de Délégation de l'UE à la célébration de la Journée de l'Europe.

Yaoundé,
9 mai 2025

Relativement au suivi du partenariat Cameroun-Union européenne, le fait significativement marquant de l'année 2025 est incontestablement l'avènement de la Cellule d'Appui au Partenariat Cameroun-Union européenne (CAP-CUE) en lieu et place de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (CAON-FED).

En lien étroit aux récentes mutations intervenues depuis 2021 dans le système européen de partenariat au développement, l'avènement de la CAP-CUE constitue un tournant institutionnel majeur dans l'adaptation du dispositif de suivi de la coopération Cameroun-Union européenne aux nouveaux paradigmes, chapeautés notamment par l'entrée en jeu du NDICI-Global Europe comme nouvel instrument financier de coopération au développement de l'UE (en remplacement du FED) et de l'Accord de Samoa comme nouvel Accord général de partenariat OEACP-UE (en remplacement de l'Accord de Cotonou).

Plus qu'un simple changement institutionnel, la transformation de la CAON-FED en CAP-CUE souffle le vent d'une nouvelle dynamique de coordination technique du partenariat Cameroun-Union européenne, basée sur une réorganisation structurelle et fonctionnelle dont la mise en route a été au cœur de l'actualité annuelle de suivi du partenariat européen au Cameroun, dans le contexte courant de la mise en œuvre du Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027.

L'année 2025 porte ainsi la marque de la rampe de lancement de cette nouvelle dynamique à vocation de renforcement du partenariat, appréciable au rendu annuel articulé autour de deux grands points :

- **Le renouveau institutionnel** qui se focalise sur la dynamique de restructuration et de réorganisation fonctionnelle et managériale en cours, en rapport avec la mouvance de rénovation du partenariat européen et en lien avec les enjeux et objectifs d'efficacité et de performance qui animent le décollage de la CAP-CUE ;
- **Le renouveau stratégique** qui rend compte de la nouvelle mouvance opérationnelle orientée vers davantage de mobilisation stratégique, sous-tendue par la dynamique d'élargissement du champ d'intervention de la coordination.

Aliou ABDOULLAHI

Coordonnateur de la CAP-CUE

Partie 1 Le renouveau institutionnel

Nouvelle dynamique structurelle et organisationnelle

- Le nouveau dispositif de coordination
- La nouvelle configuration institutionnelle
- La transformation structurelle

Nouvelle dynamique fonctionnelle et managériale

- L'actualisation nouvelle des missions de coordination
- L'élaboration en cours des nouveaux outils managériaux
- La nouvelle vision managériale

L'institutionnalisation nouvelle de la coordination du partenariat européen au Cameroun tient de la transformation de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED en Cellule d'Appui au Partenariat Cameroun-Union européenne, à la faveur de l'Arrêté N°00000002/MINEPAT du 06 mars 2025.

Cette transformation qui affecte le dispositif organisationnel et fonctionnel en place a mobilisé au cours de l'année 2025, les premières activités d'adaptation et de mise à jour structurelle qui se poursuivront en 2026.

Le nouveau dispositif de coordination



**Entité publique d'autonomie
de gestion budgétaire et
patrimoniale**

.....
**Ressources financières
d'origine mixte (Etat et
Partenariat), obéissant au
Régime Financier de l'État et
des autres entités publiques**

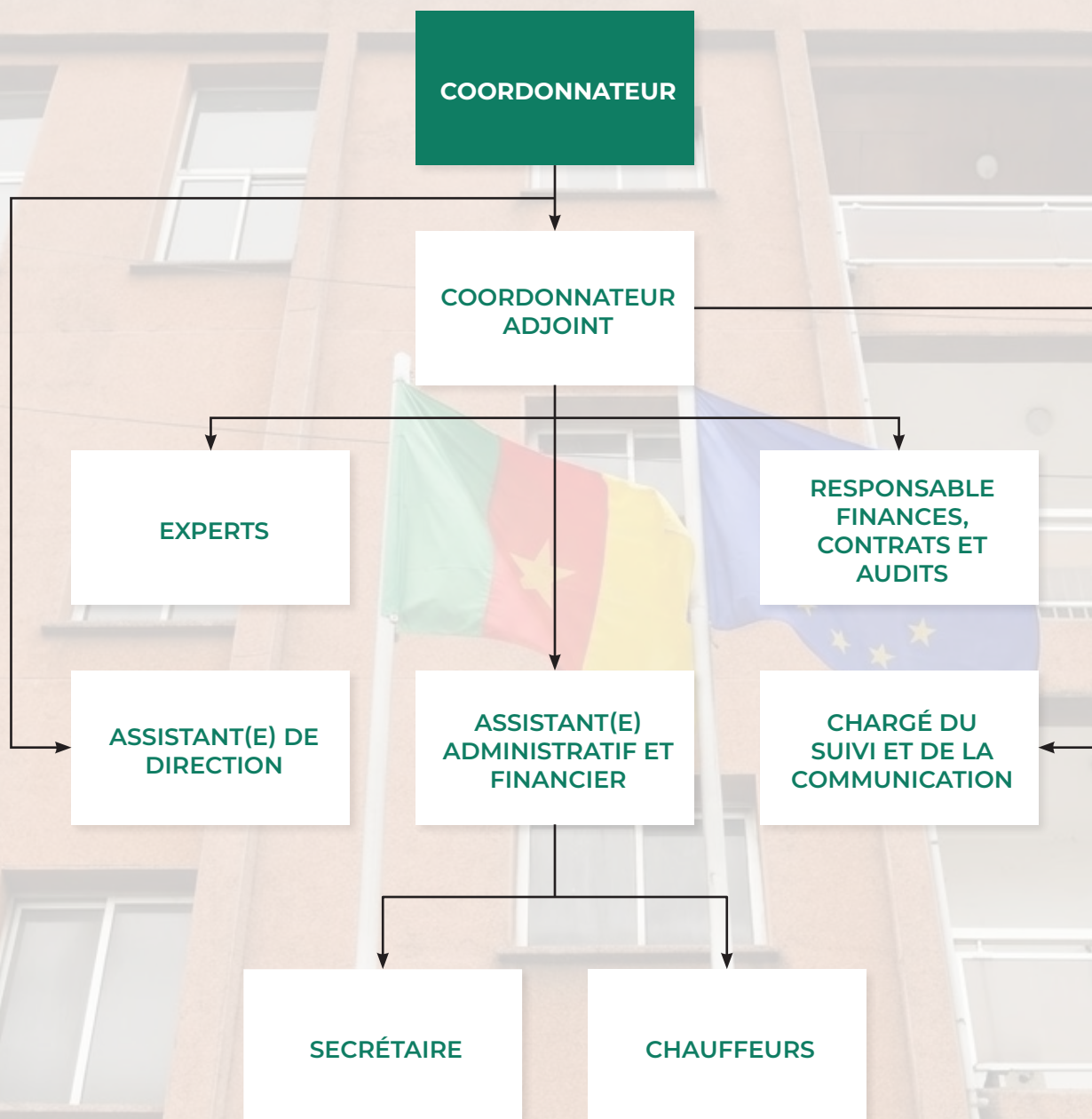
.....
Personnel propre

.....
**Réglementation applicable
aux marchés, d'ordre
conventionnel**

Mise en place dans la logique fonctionnelle d'appui et d'assistance au Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, en sa qualité de Coordonnateur du Partenariat Cameroun-Union européenne, la CAP-CUE en tant que bras séculier du Ministre, est structurée en une entité publique dotée de ressources provenant de l'État et du partenariat avec l'UE, et disposant d'un personnel propre organisé en quatre groupes d'acteurs :

- Le Management comprenant un Coordonnateur assisté d'un Coordonnateur Adjoint, responsable en particulier de la gestion de la Facilité de Coopération Technique avec l'UE ;
- Les Experts qui sont des personnes qualifiées et expérimentées, affectées au suivi des secteurs prioritaires d'intervention du partenariat européen au Cameroun ;
- Le Staff administratif et financier, composé d'un Responsable des Finances, Contrats et Audits, d'un Assistant Administratif et Financier, d'un Assistant de Direction et d'un Chargé du Suivi et de la Communication ;
- Les Personnels d'appui.

Les règles de la comptabilité publique régissent la manipulation des ressources financières dont bénéficie la Cellule, tandis que la réglementation applicable aux marchés financés par l'UE ou par les fonds de contrepartie est celle prévue par la convention de financement avec ce partenaire.



La nouvelle configuration institutionnelle



Verticalité
institutionnelle
réaffirmée

Horizontalité
institutionnelle
renforcée

Management
stratégique conjoint
consolidé

La configuration nouvelle du système de coordination du partenariat européen au Cameroun, renforce le positionnement de la structure dédiée dans un triple rapport institutionnel d'intervention dans le champ d'action pour la mise en œuvre de ce partenariat.

Elle conforte d'une part le lien hiérarchique vertical d'autorité politique et publique qu'exerce le Ministre Coordonnateur du Partenariat sur la CAP-CUE.

Elle renforce d'autre part les liens horizontaux de collaboration avec les différentes structures du MINEPAT, ainsi que d'accompagnement des diverses entités nationales multisectorielles impliquées ou intervenant dans le partenariat.

Par ailleurs, la pratique de suivi coordonné dans le cadre du management stratégique conjoint avec la DUE, reste de mise en vue d'assurer au mieux, la synergie d'efficacité dans la mobilisation de l'ensemble des acteurs et des ressources.

DUE

MINEPAT

(Ministre Coordonnateur du Partenariat)

CAP-CUE

- ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
- COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES
- ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
- ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC
- SECTEUR PRIVÉ
- SOCIÉTÉ CIVILE
- PARLEMENT
- UNIVERSITÉS (MONDE ACADÉMIQUE)



La transformation structurelle



Évolution des fondements institutionnels et opérationnels

.....

Combinaison des ressources et révision des modalités de gestion

La mise en place de la CAP-CUE par transformation de la CAON-FED a structurellement modifié le système de coordination du partenariat européen.

L'évolution des fondements institutionnels et opérationnels en est la première caractéristique, avec notamment :

- ▶ Le changement de base légale instituant la structure de coordination ;
- ▶ Le nouveau pilier opérationnel du NDICI-Global Europe qui, en remplaçant le FED, a substantiellement recadré le volet opérationnel de coordination ;
- ▶ L'effet induit du changement de pilier opérationnel, sur une tendance plus stratégique qu'opérationnelle d'action.

La reconstitution des ressources et la révision des modalités managériales de gestion en est la deuxième caractéristique avec par ailleurs :

- ▶ L'introduction des fonds étatiques, en plus des ressources européennes, au service des activités de coordination ;
- ▶ La combinaison des règles étatiques et des modalités conventionnelles dans la gestion des ressources.

De la CAON-FED à la CAP-CUE



Base légale

Accord de Cotonou



Accord de Samoa /
Arrêté ministériel



Pilier opérationnel

Système d'Ordonnateur
National



Système global de
partenariat



Axes d'intervention

Focus Opérations



Focus Stratégie



Ressources d'action

Coopération européenne



Etat et Partenariat
européen



Système de gestion

Modalités UE



Modalités combinées
(Gouvernement-UE)

L'actualisation nouvelle des missions de coordination



L'essentiel des missions de la CAP-CUE porte sur le développement et le renforcement du partenariat entre le Cameroun et l'Union européenne.

Il s'agit d'une mission traditionnellement et historiquement ancrée dans l'exercice de coordination technique et pratique, avec pour objectif global de mobiliser au mieux les ressources et les acteurs du partenariat, en vue de permettre à la coopération européenne de soutenir optimalement l'amélioration des conditions de vie et du bien-être de la population camerounaise.

Constriction du volet opérationnel

Expansion du volet stratégique

La variante évolutive liée à l'avènement de la coordination nouvelle naît du contexte des récentes mutations post-FED d'approches d'intervention de la coopération européenne, marquées notamment par deux phénomènes majeurs :

La constriction du volet opérationnel avec :

- ▶ La fin du rôle d'Ordonnateur National des ressources de coopération, instituée par le nouvel instrument financier ;
- ▶ Le recours opérationnel privilégié de l'UE au système de gestion directe, au détriment de la cogestion ;
- ▶ Les mécanismes d'intervention financière orientés davantage vers l'appui budgétaire.

L'expansion du volet stratégique avec :

- ▶ Le renforcement et l'extension du champ et des compétences de suivi du partenariat européen en particulier et du partenariat au développement en général ;
- ▶ L'accent porté sur l'action de plaidoyer et de veille d'intérêt national ;
- ▶ L'approche d'intervention Equipe Europe de l'UE et ses Etats membres, appelant à un suivi plus élaboré, de nature à bonifier davantage le partenariat avec l'UE.

D'importantes missions assignées à la CAP-CUE (*)

Appui institutionnel et stratégique

Assister le Ministre chargé de l'économie dans la coordination et le suivi de la coopération économique et technique du partenariat avec l'UE (...) en vue de la préparation, la mise en œuvre et le suivi efficient des interventions, des programmes et des projets de développement financés par les ressources des protocoles pluriannuels financiers de l'UE.

Contribuer à l'amélioration de la coordination du partenariat et au dialogue entre les parties.

Plaidoyer et veille d'intérêt national

Faciliter l'alignement des interventions de l'UE sur la Stratégie Nationale de Développement du Cameroun.

Veiller à la qualité de l'information nécessaire pour les interventions de la partie nationale dans le cadre du partenariat avec l'UE, ses Etats membres, leurs Agences de Coopération et la Banque européenne d'investissement.

Contribuer au renforcement des capacités des acteurs nationaux intéressés par le partenariat avec l'UE.

Mobilisation partenariale

Contribuer à l'accroissement de la mobilisation, des décaissements et de l'absorption des ressources financières du partenariat en faveur des interventions des parties au profit des populations camerounaises.

Appuyer la conception et la mise en œuvre des instruments financiers de l'UE au Cameroun, selon les différents cycles de la programmation financière aux niveaux national, régional et global.

Suivi opérationnel et financier

Rendre régulièrement compte de l'exécution physico-financière du programme indicatif multi annuel.

Elaborer les tableaux de bord mensuels et trimestriels.

Suivre la réalisation des audits commandés par l'UE.

Appuyer la mise en œuvre et la clôture des interventions du Fonds Européen de Développement (FED).

Mémoire du partenariat

Veiller à la bonne tenue des archives et de la documentation.

(*) Cf. Arrêté ministériel portant transformation de la CAON-FED en CAP-CUE.

L'élaboration en cours des nouveaux outils managériaux



Révision en cours du Manuel de procédures

Actualisation en cours du Contrat d'Objectifs et de Performances

Renouvellement en cours des Supports de visibilité

L'arrêté ministériel fondateur de la CAP-CUE dispose en son article 10, alinéa 3 que « les modalités d'intervention et d'exécution des activités de la Cellule sont précisées dans un manuel de procédures ».

En considération de cette disposition d'impact majeur sur le fonctionnement de la Cellule nouvellement mise en place, le management de la CAP-CUE a entrepris une importante série de concertations, visant à élaborer le document y afférent qui, au terme de l'année 2025, est rendu à sa phase terminale.

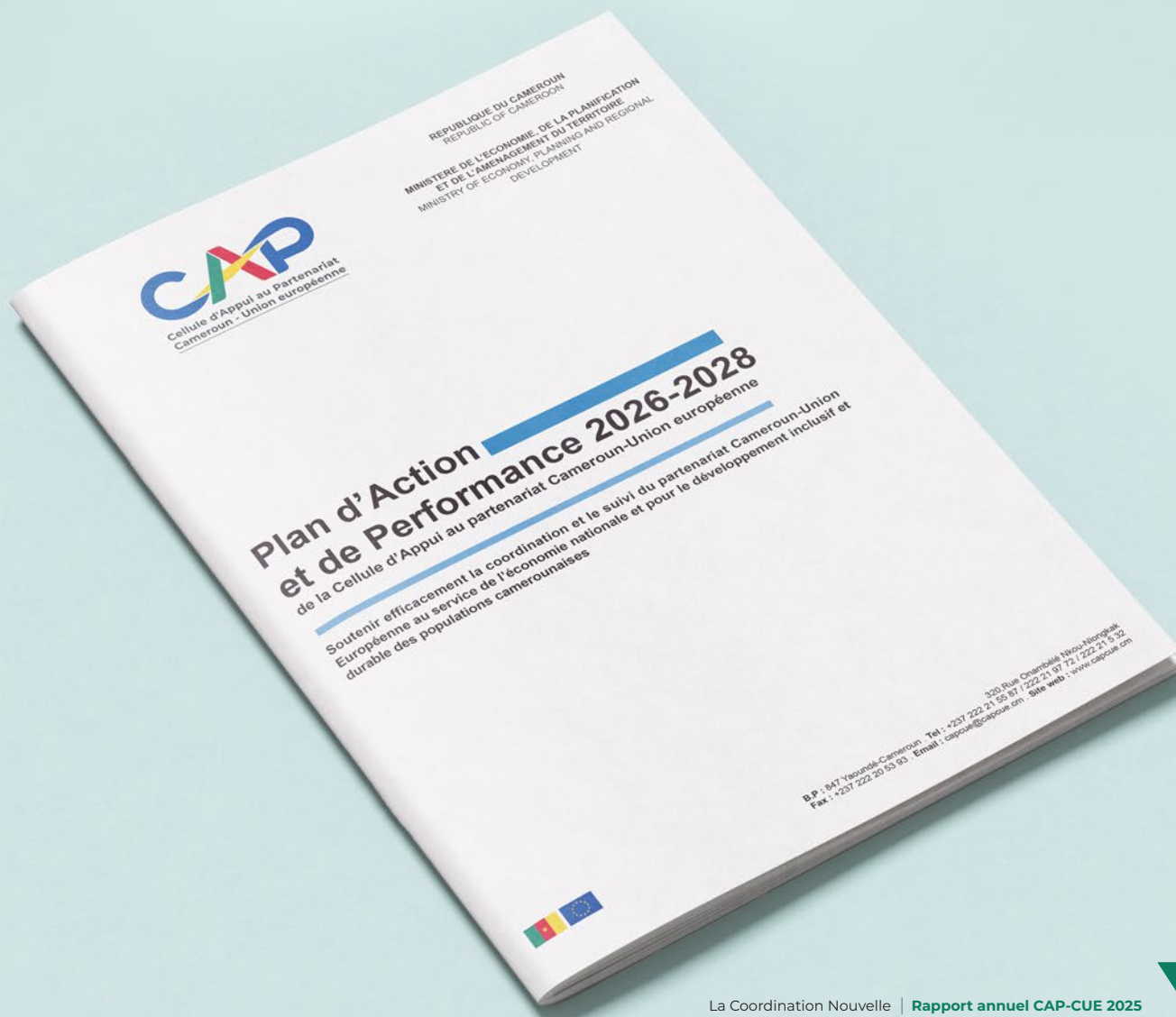
Lesdites concertations ont impliqué autour des Cadres de la Cellule, une consultation externe associée aux responsables des services des affaires juridiques du MINEPAT.

A la différence près de l'implication au niveau du MINEPAT de l'Inspection Générale des Services, le même type d'exercice s'est effectué au sujet du Contrat d'Objectifs et de Performances (COP) qui est un document d'engagement contractuel de performance de la structure de coordination, vis-à-vis du Ministre Coordonnateur du Partenariat.

Le COP est également rendu à sa phase terminale.

Par ailleurs, au titre de la visibilité du nouveau cadre de coordination du partenariat Cameroun-UE, le processus conceptuel et opérationnel de transformation des différents supports est en cours. Les éléments y afférents portent notamment sur :

- La charte graphique ;
- Le nouveau logo ;
- La visibilité externe.



La nouvelle vision managériale



Efficacité opérationnelle

.....

Efficience managériale

.....

Focus stratégique

Se félicitant de l'évolution institutionnelle de référence, ainsi que de la confiance renouvelée au personnel en place pour la poursuite des activités de coordination du partenariat européen dans la nouvelle structure de service, le management de la CAP-CUE a fixé autour de trois principaux axes d'action-clés, les grandes orientations de départ, tendant à :

- ▶ Un saut qualitatif de performance ;
- ▶ Une gestion saine et rigoureuse des ressources ;
- ▶ Un renforcement stratégique de son action.

Pour l'essentiel, autour des trois axes d'action-clés que sont l'efficacité opérationnelle, l'efficience managériale et le focus stratégique, dix points résument la vision managériale actuelle de la nouvelle coordination du partenariat européen.



La prise en compte de la triple dimension institutionnelle, opérationnelle et communicationnelle dans le processus de mise en route de la nouvelle coordination.



L'ancrage au contexte évolutif international lié à l'actualité géopolitique influençant le domaine de la coopération au développement.



La prospective de gouvernance des programmes dans le cadre d'un chantier de court terme sur le mécanisme de suivi des programmes.



La disponibilité de facilitation et d'accompagnement des acteurs nationaux intéressés ou impliqués dans la mise en œuvre du partenariat européen.



L'appropriation des mécanismes de gestion des finances publiques et des règles de la comptabilité publique, eu égard à la redevabilité liée à l'utilisation des fonds de l'Etat faisant désormais partie intégrante, aux côtés des allocations de l'UE, des ressources de fonctionnement de la structure de coordination du partenariat européen.



La maîtrise approfondie de la Stratégie Global Gateway à travers notamment, le développement d'une compétence transversale sur la compréhension des mécanismes de décision et de l'ingénierie financière y afférente.



Le renforcement de l'action stratégique dans le cadre d'une lecture pluridimensionnelle des interventions et d'une approche décloisonnée des activités de suivi du partenariat.



La veille informationnelle et le réseautage, au service du plaidoyer et de la promotion des opportunités d'intérêt national.



Le renforcement des capacités et de la cohésion de groupe et l'amélioration des conditions de travail du personnel.



Le positionnement actif de force de proposition et d'anticipation auprès du Ministre Coordonnateur du partenariat.

Partie 2

Le renouveau stratégique

Dynamique renouvelée d'appui aux activités de partenariat

- L'impulsion du dialogue de partenariat
- La facilitation de mise en œuvre du portefeuille de coopération
- La mobilisation continue de la Stratégie Global Gateway
- Le monitoring financier du portefeuille de coopération

Dynamique renforcée de suivi du partenariat au développement

- L'élargissement du suivi du partenariat européen
- L'extension du suivi aux partenariats associés
- Les nouveaux horizons d'action de coordination



Cellule d'Appui au Partenariat
Cameroun - Union européenne

Dans la mouvance de mise en place de la CAP-CUE en tant que nouvelle structure de coordination du partenariat Cameroun-Union européenne, les activités de suivi de ce partenariat se sont poursuivies au courant de l'année 2025 dans la tendance actualisée d'accent stratégique, observable à la dynamique renouvelée d'appui aux activités de coopération d'une part, et à la dynamique renforcée de suivi du partenariat au développement d'autre part.

L'impulsion du dialogue de partenariat



En contribution stratégique au développement et au renforcement du partenariat européen dans le cadre du dialogue des Parties, la CAP-CUE a instruit au cours de l'année 2025, plusieurs dossiers techniques de participation et de représentation nationale à diverses instances et plateformes d'échanges à l'échelle internationale, régionale et bilatérale, sur les orientations politiques et stratégiques de mise en œuvre de la coopération européenne.

Sessions ministérielles OEACP-UE

L'accompagnement du MINEPAT, Ministre Coordonnateur du Partenariat aux 119^{ème} et 120^{ème} sessions du Conseil des Ministres OEACP, tenues à Bruxelles respectivement les 23-25 mai 2025 et 12-14 décembre 2025

Rencontres semestrielles Ministre Coordonnateur du Partenariat – Ambassadeur Chef de Délégation de l'UE

L'assistance du MINEPAT, Ministre Coordonnateur du Partenariat à sa rencontre semestrielle du 29 septembre 2025 avec Le Chef de Délégation, sur la revue du partenariat et les perspectives à court et moyen terme.

Deuxième édition du Forum Global Gateway

L'accompagnement de la Délégation camerounaise conduite par le Ministre des Relations Extérieures, à la deuxième édition du Forum Global Gateway à Bruxelles, en octobre 2025.

7^{ème} Sommet Union Africaine – Union Européenne

La contribution à l'instruction du dossier de participation de la délégation camerounaise conduite par le MINREX, au 7^{ème} Sommet UA-UE de Luanda en novembre 2025.

Les 119^{ème} et 120^{ème} sessions du Conseil des Ministres OEACP ont donné lieu à une actualité des orientations stratégiques du partenariat globalement axée sur :

- ▶ Les réformes institutionnelles en cours, en rapport avec l'application progressive de l'Accord de Samoa ;
- ▶ L'adoption du budget 2026 du Secrétariat Général en vue de la poursuite convenable des activités de l'Organisation ;
- ▶ L'organisation prochaine du 11^{ème} Sommet des Chefs d'Etat OEACP, prévu à Malabo en mars 2026.



Au chapitre du dialogue bilatéral, la CAP-CUE a instruit le dossier d'audience et assisté à la rencontre entre le Ministre, Coordonnateur du Partenariat et l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'UE, dont les points d'échanges et conclusions phares ont porté sur :

- ▶ La revue du portefeuille de coopération avec un accent sur l'état de mobilisation de la stratégie Global Gateway et le financement des infrastructures au Cameroun, ainsi que sur la mise en œuvre de l'appui budgétaire européen pour le compte de l'année 2025 ;
- ▶ Les perspectives concernant les nouvelles programmations dans le cadre du PIM 2021-2027 et l'organisation prochaine de la quatrième session du Dialogue Economique et Technique Cameroun-UE.

La seconde édition du Forum Global Gateway qui s'est tenue à Bruxelles les 9 et 10 octobre 2025, a réuni des représentants de haut niveau des gouvernements, des institutions financières, du secteur privé et de la société civile afin d'explorer des stratégies novatrices pour accroître les investissements du programme Global Gateway dans les pays partenaires de l'UE.

La participation de la délégation camerounaise conduite par le MINREX s'est inscrite dans une perspective de coopération stratégique, visant à attirer davantage de financements structurants pour les projets de développement et de connectivité régionale.



A l'issue du 7^{ème} Sommet UA-UE placé sous le thème «Promouvoir la paix et la prospérité grâce à un multilatéralisme effectif», la Déclaration conjointe ayant sanctionné les travaux, a réaffirmé l'engagement commun pour un avenir prospère et durable à travers la mobilisation dans divers secteurs clés tels que : le commerce et l'investissement, les infrastructures de transport et les infrastructures numériques, la paix, sécurité et gouvernance, la migration et la mobilité...

La facilitation de mise en œuvre du portefeuille de coopération



Facilitation opérationnelle

Accompagnement institutionnel

En contribution opérationnelle à la mise en œuvre du programme de coopération européen encadré principalement par le PIM 2021-2027, la CAP-CUE s'est déployée en 2025 dans diverses activités de facilitation et d'accompagnement du portefeuille actif de coopération, constitué d'une dizaine d'opérations en cours d'exécution ou de programmation.

Il s'est agi notamment de :

- ▶ Prendre part aux discussions des instances de suivi et de supervision de la mise en œuvre des opérations (COPIL, DICOSE...);
- ▶ Accompagner les acteurs dans les différents processus d'étape des opérations (lancement – démarrage – exécution – évaluation – clôture...);
- ▶ Faciliter et accompagner les missions d'experts dans le cadre de leurs activités relatives au déroulement du cycle des projets et programmes ;
- ▶ Appuyer les acteurs nationaux dans la maîtrise des outils et des procédures du partenariat européen ;
- ▶ Mobiliser les intervenants et autres parties prenantes au processus de mise en œuvre des programmes et projets ;
- ▶ Assister les autorités nationales à la conduite du partenariat en général et à la supervision du portefeuille de coopération en particulier.

Panorama du portefeuille actif de la coopération européenne (en millions)



	Programmes/Projets	Unité Monétaire	FED	NDICI	Cofinancement
CRS-ABS	PADL - Programme d'Appui au Développement Local	Euros Fcfa	-	28,86 18 930,92	-
Développement rural et Environnement	PAMFOR - Programme d'Amélioration de la gouvernance en Milieu Forestier	Euros Fcfa	6,55 4 296,52	-	0,9 590,36
	ABC-PADER - Accompagnement des mutations du Bassin Cotonnier - Programme d'Appui au Développement Rural	Euros Fcfa	6,16 4 040,70	-	3,93 2 577,91
	NaturAfrica Bénoué	Euros Fcfa	-	4,04 2 650,06	-
	CASEVE - Cameroun Septentrion Vert (TEI Septentrion)	Euros Fcfa	-	13 8 527,44	-
	Programme " Forêts et Cacao Durables et Compétitifs au Cameroun"	Euros Fcfa	-	26 17 054,88	-
	EcoNorCam - Ecosystème du Nord Cameroun	Euros Fcfa	-	3,27 2 144,98	-
	Natura Sud-Est - Territoires durables	Euros Fcfa	-	13,12 8 606,16	-
Infrastructures	PRODESV : Programme de Développement Economique et Social des Villes Secondaires Exposées aux Facteurs d'Instabilité	Euros Fcfa	13,12 8 606,16	-	0,98 642,84
	Appui à l'augmentation des capacités de production d'électricité d'origine renouvelable	Euros Fcfa	2,62 1 718,61	-	-
	Voie de Contournement de Yaoundé (Tronçon T3 - 22,8km)	Euros Fcfa	-	46,86 30 738,28	-
	PAGIRN-TIC Prospective et Planification des TIC (PPTIC)	Euros Fcfa	1,31 856,30	-	0,15 98,39
	PAGIRN-Corridors Gestion pérenne des corridors et Harmonisation du dispositif de contrôle des charges	Euros Fcfa	1,18 774,03	-	-
	Projet d'aménagement hydroélectrique de Kikot	Euros Fcfa	-	1 830 1 200 400	-
Economie	DACC - Dispositif d'Appui à la Compétitivité du Cameroun	Euros Fcfa	6,5 4 263,72	-	-
	Appui au Développement Economique par la Promotion des Chaînes de Valeur et de l'Initiative Privée	Euros Fcfa	-	9,83 6 448,06	-
	PAIRIAC - Programme d'Appui à l'Intégration Régionale et l'Investissement en Afrique centrale	Euros Fcfa	-	-	-
Gouvernance	PROSCIG : Promotion d'Approches de transformation du genre pour le renforcement de la résilience de la société civile au Cameroun	Euros Fcfa	-	11,15 7 313,92	2,62 1 718,61

Tableau récapitulatif des activités de suivi et de coordination opérationnelle de la mise en œuvre du portefeuille de coopération

Programmes/Projets		Evolutions majeures de mise en œuvre
CRS-ABS	PADL - Programme d'Appui au Développement Local	▶ Activités de mise en œuvre de la matrice du PADL (conditions générales et indicateurs de performance) au titre de l'année 2025 ▶ Réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre des réformes structurelles, sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des conditions générales, des indicateurs de performance et des cibles associées au titre de l'année 2025 - Juillet 2025 ▶ Réunion du Comité de suivi de la mise en œuvre des réformes structurelles, sur le point de la mise en œuvre de la matrice du PADL, en vue du décaissement de l'appui budgétaire prévu de 15 millions d'euros (9 839 355 000 FCFA) - Octobre 2025
Développement rural et Environnement	PAMFOR - Programme d'Amélioration de la gouvernance en Milieu Forestier	▶ Arrivée à terme et clôture (Atelier) du projet UFA REFOREST ▶ Exécution courante des projets «OTP-OI-CAM» et «Appui au secteur privé»
	ABC-PADER - Accompagnement des mutations du Bassin Cotonnier - Programme d'Appui au Développement Rural	▶ Rapport final d'évaluation
	NaturAfrica Bénoué	▶ Démarrage opérationnel du projet
	CASEVE - Cameroun Septentrion Vert (TEI Septentrion)	▶ Activités opérationnelles de mise en œuvre des trois composantes ▶ Première réunion de revue du portefeuille du Programme CASEVE
	Programme " Forêts et Cacao Durables et Compétitifs au Cameroun"	▶ Convention de financement signée le 28 novembre 2025 ▶ Démarrage en cours des deux composantes du Programme («Forêts Durables» et «Cacao Durable»)
	EcoNorCam - Ecosystème du Nord Cameroun	▶ Projet achevé en juin 2025
	Natura Sud-Est - Territoires durables	▶ Lancement du programme en avril 2025 à Bertoua ▶ Opérationnalisation en cours des différentes composantes
Infrastructures	PRODESV : Programme de Développement Economique et Social des Villes Secondaires Exposées aux Facteurs d'Instabilité	▶ Activités opérationnelles finales (Projet en état de clôture) ▶ 16^{ème} COPIL, ayant acté la tendance finale d'exécution satisfaisante du projet, et projeté la contractualisation d'un Consultant international en vue de sa capitalisation.
	Appui à l'augmentation des capacités de production d'électricité d'origine renouvelable	▶ Mission AFD de supervision et d'identification des projets du Programme Energies renouvelables ▶ Requête d'accompagnement pour la réalisation de l'étude de faisabilité du Programme ▶ Evaluation technique des offres relatives à l'étude de faisabilité du Programme
	Voie de Contournement de Yaoundé (Tronçon T3 - 22,8km)	▶ Mission BEI (+multibailleurs) d'instruction du Tronçon T3 sur la finalisation de l'évaluation technique, environnementale, sociale et climatique du projet en vue de la présentation pour approbation des organes de décision de la BEI - Août 2025. ▶ Elaboration de la Note méthodologique de libération des emprises. ▶ Production du cadrage méthodologique de mise en œuvre du projet.
	PAGIRN-TIC Prospective et Planification des TIC (PPTIC)	▶ Avenant N°2 de prorogation de la date limite de mise en œuvre du projet ▶ Poursuite de mise en œuvre opérationnelle
	PAGIRN-Corridors Gestion pérenne des corridors et Harmonisation du dispositif de contrôle des charges	▶ Avenant N°2 de prorogation de la date limite de mise en œuvre du projet ▶ Production du 4^{ème} rapport annuel (mai 2023 - avril 2024) de mise en place de l'OPA-AC ▶ Atelier de présentation des résultats et de suivi des recommandations de l'OPA-AC en RCA ▶ Poursuite de mise en œuvre opérationnelle
	Projet d'aménagement hydroélectrique de KIKOT	▶ Mission AFD d'évaluation de l'avancement du Projet KIKOT (dans le cadre général de la supervision et l'identification des projets du secteur Energie) ▶ Requête de mobilisation de l'AT et du financement de l'UE dans le cadre de l'AIP ▶ Signature du contrat cadre de collaboration AFD – Gouvernement (MINEPAT-MINEE) pour l'accompagnement du développement du projet Kikot ▶ Planification opérationnelle en cours ▶ Mission de Conseil financier sur le shadow modèle applicable (présentation et formation à son utilisation)
Economie	DACC - Dispositif d'Appui à la Compétitivité du Cameroun	▶ Rapport final d'évaluation
	Appui au Développement Economique par la Promotion des Chaines de Valeur et de l'Initiative Privée	▶ Contractualisation de l'exécution du projet avec AGRER S.A.-N.V. ▶ Démarrage des activités
	PAIRIAC - Programme d'Appui à l'Intégration Régionale et l'Investissement en Afrique centrale	▶ Activités opérationnelles de mise en œuvre des différentes composantes ▶ Session du CSO sur le PTA et le budget 2025 (juin) ▶ Session du CSO sur le point et les prochaines étapes de mise en œuvre (décembre)
Gouvernance	PROSCIG : Promotion d'Approches de transformation du genre pour le renforcement de la résilience de la société civile au Cameroun	▶ Premières activités opérationnelles de mise en œuvre, assorties d'un rapport semestriel sur l'état d'exécution du projet (décembre 2025)

Actions de coordination (Facilitation du portefeuille)

- Organisation et supervision des réunions périodiques de suivi de la mise en œuvre des conditions générales et des indicateurs de performance des tranches variables.
- Participation active aux deux sessions du Comité de suivi des réformes structurelles, consacrées à la mise en œuvre de la matrice du PADL, et présidées par le SG/MINEPAT
- Elaboration de la requête de décaissement de la tranche fixe (1 967 871 000 FCFA) et des tranches variables (7 871 484 000 FCFA) au titre de l'année 2025.

- Participation active à la première session du Secrétariat technique du DICOSE des 3 projets (UFA REFOREST, OTP-OI CAM, ASP Cam PV) - 13 février 2025
- Participation active à la session du DICOSE des 3 projets - 23 avril 2025

- Requête de financement d'une nouvelle (troisième) phase

- Participation active à l'atelier de lancement du projet - 11 septembre 2025 à Garoua

- Participation active à l'organisation et à la tenue de la première réunion de revue
- Coordination du processus préparatoire à l'évaluation à mi-parcours prévue en 2026

- Participation au point d'information sur les avancées du processus de préparation du programme, fait par la DUE à l'attention de toutes les parties prenantes le 28 novembre 2025 à la CAP-CUE

- Participation active à l'atelier de clôture (10 septembre 2025 à Garoua) conclu sur l'évaluation finale satisfaisante du projet

- Participation à l'achèvement du processus d'identification et de formulation, ainsi qu'à l'atelier de lancement.
- Participation à la réunion de cadrage et d'harmonisation de la compréhension du programme par toutes les parties prenantes - 27 Août 2025 à Mbankomo.
- Contribution à l'élaboration du texte signé par le MINFOF le 26 décembre 2025 et ayant porté mise en place du Cadre de Coordination et de Suivi-évaluation du programme

- Participation active au 16ème COPIL
- Suivi institutionnel

- Participation active à la mission AFD et instruction des dossiers d'audience
- Suivi de la requête d'accompagnement pour la réalisation de l'étude de faisabilité du Programme, initiée par le MINEPAT/MINEE

- Participation aux travaux de la mission d'instruction de la BEI
- Instruction des dossiers d'audience de la mission BEI auprès des Autorités nationales.
- Suivi des activités conceptuelles d'ordre méthodologique

- Participation aux réunions de suivi relatives à l'examen de la requête d'avenant.
- Instruction du dossier d'avenant (éléments complémentaires à la requête initiale)
- Suivi institutionnel

- Instruction du dossier d'avenant (transmission et formalisation des parties prenantes).
- Instruction de la procédure de validation du 4ème rapport annuel.
- Participation à l'atelier de Bangui sur la présentation des résultats et de suivi des recommandations de l'OPA-AC en RCA

- Participation active à la mission AFD et instruction des dossiers d'audience
- Elaboration et instruction de la requête de mobilisation de l'AT et de financement UE
- Contribution à l'instruction du contrat cadre de collaboration AFD-Gouvernement
- Accompagnement et participation à la mission de Conseil financier

- Suivi institutionnel

- Suivi conjoint avec la DUE du processus de démarrage des activités

- Participation active aux deux sessions du CSO

- Suivi institutionnel

La mobilisation continue de la Stratégie Global Gateway (1)

Avec la contribution active de la CAP-CUE, le Comité interministériel chargé de la coordination de la préparation des dossiers des projets du Cameroun à caractère régional éligibles à la Stratégie Global Gateway, a poursuivi la dynamique offensive de captation des fonds mis à disposition, à travers l'accompagnement des Administrations sectorielles et autres porteurs de projets du secteur privé, à la formulation et à la maturation des projets à soumettre au financement desdits fonds.



56,64
milliards FCFA
acquis

Au bilan de l'année 2025, le Cameroun qui se hisse au 3^{ème} rang des pays africains, enregistre un score de 56,64 milliards FCFA (86,35 millions d'euros) de financements acquis, concernant quatre projets :

- ▶ Assistance Technique au Projet d'aménagement du barrage hydroélectrique de Kikot-Mbebe ;
- ▶ Etudes APD du Tronçon T3 de la Voie de Contournement de Yaoundé ;
- ▶ Construction du pont sur le fleuve Ntem entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale ;
- ▶ Construction de la Voie de Contournement de Yaoundé – Phase 1.

161,10
milliards FCFA
en quête de
conservation

Le pipeline indicatif 2026-2027 de la Stratégie Global Gateway au Cameroun affiche un montant global fléché de 161,10 milliards FCFA (245,6 millions d'euros), ciblant plusieurs opérations en instance d'approbation par la Partie européenne :

- ▶ Route Nationale 3 Yaoundé-Douala (corridor stratégique 5 et corridor stratégique 6) ;
- ▶ Projet de Développement d'une Zone Industrielle Intégrée au Port de Kribi ;
- ▶ Bus Rapid Transit (BRT) Yaoundé ;
- ▶ Projet de modernisation de la SODECOTON ;
- ▶ Projet d'Interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (PIRECT).



Acquis 2025

56 645 642 267 FCFA
86 355 725 Euros



Assistance Technique au
Projet d'aménagement du
barrage hydroélectrique de
Kikot-Mbebe.

2 623 840 000 FCFA
4 000 000 Euros



Etudes APD du Tronçon
T3 de la Voie de
Contournement de Yaoundé.

324 916 667 FCFA
495 000 Euros



Construction du pont sur
le fleuve Ntem entre le
Cameroun et la Guinée
Equatoriale.

22 958 600 000 FCFA
35 000 000 Euros



Construction de la Voie de
Contournement de Yaoundé
– Phase 1

30 738 285 600 FCFA
46 860 000 Euros

Pipeline indicatif 2026-2027



Route Nationale 3 Yaoundé-Douala :
Corridor stratégique 5 - Libreville-Kribi-Yaoundé-Ndjamena /
Corridor stratégique 6 - Douala-Yaoundé-Bangui-Kisangani-
Kampala.

26 238 400 000 FCFA (40 000 000 Euros)



Projet de Développement
d'une Zone Industrielle
Intégrée au Port de Kribi.

521 500 000 000 FCFA
795 000 000 Euros



Bus Rapid Transit (BRT)
Yaoundé

19 678 800 000 FCFA
30 000 000 Euros



Projet de modernisation
de la SODECOTON

26 238 607 979 FCFA
40 000 500 Euros



Projet d'Interconnexion
des Réseaux Électriques
du Cameroun et du
Tchad (PIRECT)

298 460 435 000 FCFA
455 000 000 Euros

La mobilisation continue de la Stratégie Global Gateway (2)



2^{ème} Forum Global Gateway

De **300 à 400 milliards d'euros** de mobilisation :
L'ambition de montée en puissance des investissements

Dans le cadre de la dynamique globale de mise en œuvre de la Stratégie Global Gateway, l'Union européenne a organisé à Bruxelles, les 9 et 10 octobre 2025, la deuxième édition du Forum Global Gateway, axée sur le renforcement de la connectivité mondiale face aux défis géopolitiques et géoéconomiques.

Entre autres conclusions majeures de cette rencontre de haut niveau, l'option d'une accélération des investissements a été envisagée, avec un dépassement des objectifs initiaux de la Stratégie Global Gateway, visant désormais 400 milliards d'euros d'investissements d'ici 2027 (contre 300 initialement), avec un focus sur les infrastructures numériques, l'énergie propre, le transport, la santé et l'éducation.

L'Afrique y est particulièrement intéressée du point de vue du renforcement de la connectivité et des chaînes de valeur, notamment dans le cadre du développement de corridors de transport et d'infrastructures énergétiques résilientes.

La participation du Cameroun à ce Forum a été l'occasion de jalonner davantage les pistes de coopération stratégique, en vue de poursuivre à travers le Comité Interministériel Global Gateway aux travaux desquels prend activement part la CAP-CUE, la mobilisation accrue des financements de cette Initiative, en faveur des projets structurants nationaux et de connectivité régionale.





Le monitoring financier du portefeuille de coopération (1)



L'appui au développement de l'UE, octroyé essentiellement sous forme de dons, se répartit en trois grandes catégories de ressources faisant l'objet de monitoring dans le cadre de la coordination du partenariat européen :

- Les ressources d'appui institutionnel, mises à disposition en soutien à l'accompagnement des activités d'assistance, d'encadrement et de suivi du partenariat ;
- Les ressources d'appui opérationnel, affectées dans le cadre de l'approche-projet, aux activités de mise en œuvre des programmes et projets de développement ;
- Les ressources d'appui budgétaire destinées à alimenter le budget de l'Etat, en vue de soutenir les stratégies sectorielles et politiques publiques de développement.

375,32

milliards FCFA

**d'allocation en cours
de monitoring**

Rendu au terme de l'année 2025, le point global de l'ensemble des ressources allouées (375,32 milliards FCFA - 572,177 millions d'euros), présente des scores appréciables de contractualisation (92%) et de décaissement (69%), teintés de variantes spécifiques à chacun des deux instruments financiers de coopération en cours d'implémentation que sont le FED et le NDICI.

Point global de mise en œuvre des ressources



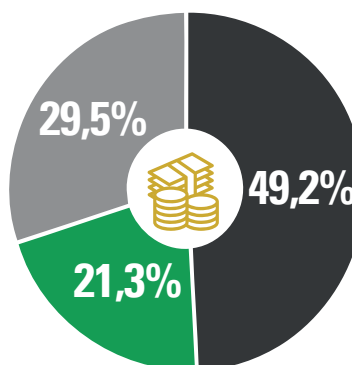
FONDS ALLOUÉS
375,3
milliards FCFA



ÉQUIVALENT EN EUROS
572,17
millions €

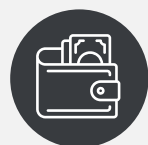


FONDS CONTRACTÉS
347,1
milliards FCFA
529 122 431 Euros



REPARTITION DES FONDS ALLOUÉS

- FED (PIN)**
184,9 Mds FCFA
282 Millions Euros
- FED (PIR)**
79,8 Mds FCFA
121,6 Millions Euros
- NDICI**
110,5 Mds FCFA
168,5 Millions Euros



FONDS DECAISSÉS
259,8
milliards FCFA
396 023 757 Euros

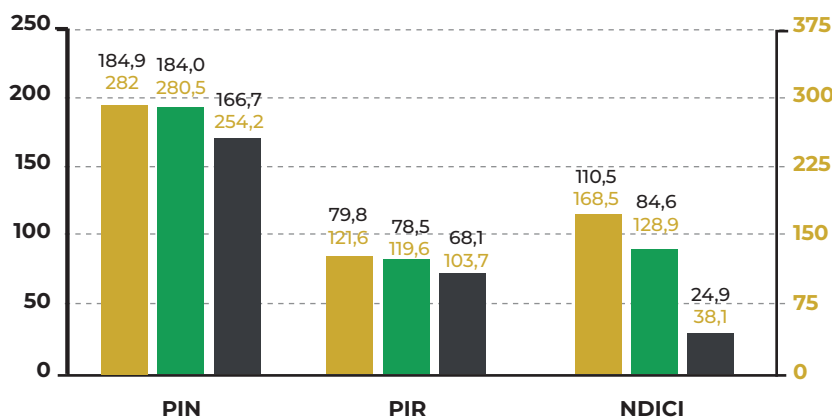


Taux de
contraction
global **92%**

Taux de
décaissement
global **69%**

Milliards FCFA

Millions Euros



REPARTITION PAR SOURCE

- Fonds alloués
- Fonds contractés
- Fonds décaissés

		Fonds alloués	Fonds contractés			Fonds décaissés		
			Montant	% du total		Montant	%	
FED	PIN	184 980 720 000	184 045 954 363	99%	99%	166 748 164 904	90%	89%
	PIR	79 815 392 511	78 467 231 633	98%		68 057 798 372	85%	
NDICI		110 529 260 000	84 569 964 440	77%		24 969 780 457	23%	
TOTAL	FCFA	375 325 372 511	347 083 150 436	92%		259 775 743 733	69%	
	euros	572 177 225	529 122 431			396 023 757		

Le monitoring financier du portefeuille de coopération (2)



22,16
milliards FCFA
décaissés courant
2025

Au titre de l'opérationnalisation financière du programme de coopération européenne, les ressources allouées par l'UE ont connu un important volume de décaissement, courant 2025, de l'ordre de 22,16 milliards FCFA (33,79 millions d'euros).

Tant les ressources résiduelles du FED que celles courantes du NDICI ont concouru dans les trois volets institutionnel, opérationnel et d'appui budgétaire, à la réalisation des activités sous rapport direct de l'UE, ainsi qu'à celles mises en œuvre par des Agences d'exécution (système PAGODA).

Sur l'ensemble des ressources mobilisées, les perspectives de décaissement 2026 portent sur un montant cumulé de 115,54 milliards FCFA (176,15 millions d'euros).



TOTAL DÉCAISSÉ EN 2025

22,16

milliards FCFA



ÉQUIVALENT EN EUROS

33,79

millions €



OPÉRATIONS SOUS
RAPPORT DIRECT UE

21,50

milliards FCFA

32 459 500 Euros

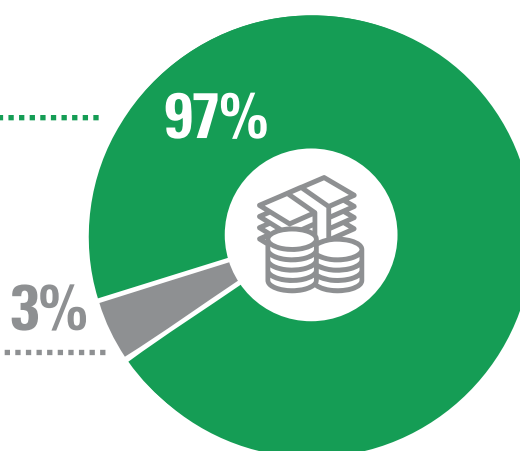


PAGODA FED

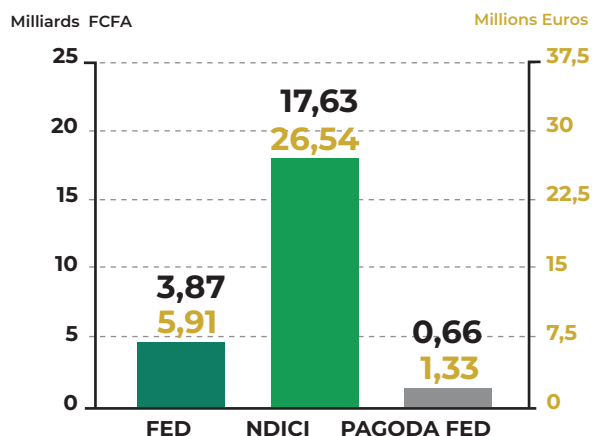
0,66

milliards FCFA

1 334 184 Euros



Les opérations sous rapport
direct UE représentent
97% des décaissements de
l'année 2025.



		Décaissements 2025		Équivalent en euros
		Montant	% du total	
Opérations sous rapport direct UE	FED	3 873 909 479	17,5%	5 915 195
	NDICI	17 628 468 387	79,5%	26 544 305
PAGODA FED		664 825 821	3%	1 334 184
TOTAL		22 167 203 687	100%	33 793 684

Tableau récapitulatif de mise en œuvre des ressources européennes

Opérations	Montant alloué	
	euros	FCFA
FED - PIN		
Facilité de Coopération Technique III	3 000 000	1 967 880 000
Accompagnement des mutations du Bassin Cotonnier du Cameroun-ABC	9 500 000	6 231 620 000
Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) en faveur du secteur industriel du septentrion camerounais	10 000 000	6 559 600 000
PNDP-FED	30 000 000	19 678 800 000
TCF II 2017-2021	10 350 000	6 789 186 000
Programme de développement économique et social des villes secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV)	20 000 000	13 119 200 000
PROCIVIS - Programme d'Appui à la Citoyenneté Active	10 000 000	6 559 600 000
Facilité de Coopération Technique 2015-2017	3 000 000	1 967 880 000
Contrat de réforme sectorielle – Développement Rural	152 000 000	99 705 920 000
Dispositif d'appui à la compétitivité du Cameroun (DACC)	10 000 000	6 559 600 000
Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) en faveur du secteur énergétique au Cameroun	16 150 000	10 593 754 000
PAMFOR / Programme d'Amélioration de la gouvernance en Milieu Forestier	8 000 000	5 247 680 000
	282 000 000	184 980 720 000
FED - PIR		
Appui pour la préservation de la biodiversité et les écosystèmes fragiles (ECOFAC 6)	77 804 800	51 036 836 608
Programme d'Appui à l'Intégration Régionale et à l'Investissement en Afrique Centrale (PAIRIAC)	18 072 425	11 854 787 903
Programme d'appui à la Gouvernance des Infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (PAGIRN) - Cameroun	5 800 000	3 804 568 000
Production locale et durable pour la prévention de crises alimentaires au cameroun	20 000 000	13 119 200 000
	121 677 225	79 815 392 511
NDICI AFRICA		
Mitigating the impact of COVID-19 on conflict affected people in the South West and North West regions of Cameroon	1 500 000	983 940 000
Cameroun villes vertes inclusives et durables	24 000 000	15 743 040 000
TEI Septentrion Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun / agriculture et conservation	20 000 000	13 119 200 000
Engagement de l'appui budgétaire développement local et aménagement du territoire	44 000 000	28 862 240 000
ODEBAC	14 000 000	9 183 440 000
NDICI/2023/ACT-62253 Appui au développement des chaînes de valeur	15 000 000	9 839 400 000
ACT-60919 (2023)	17 000 000	11 151 320 000
support mesure AAP2023	4 000 000	2 623 840 000
Programme soutien production électricité origine renouvelable	4 000 000	2 623 840 000
ACT-60918 FACILITE DE COOPERATION	5 000 000	3 279 800 000
NDICI/2022/ACT-61336 Paysage Vert Sud/Sud-Est Cameroun	20 000 000	13 119 200 000
	168 500 000	110 529 260 000
	572 177 225	375 325 372 511

	Montant contracté		Montant payé		Reste à contracter		Reste à allouer	
	euros	FCFA	euros	FCFA	euros	FCFA	euros	FCFA
	2 897 248	1 900 478 470	2 883 313	1 891 337 779	102 753	67 401 530	116 687	76 542 221
	9 457 977	6 204 054 593	9 457 977	6 204 054 593	42 023	27 565 407	42 023	27 565 407
	10 000 000	6 559 600 000	4 000 000	2 623 840 000	-	-	6 000 000	3 935 760 000
	30 000 000	19 678 800 000	29 047 845	19 054 224 406	-	-	952 155	624 575 594
	10 286 058	6 747 242 330	9 984 581	6 549 485 681	63 942	41 943 670	365 419	239 700 319
	20 000 000	13 119 200 000	19 628 037	12 875 206 941	-	-	371 963	243 993 059
	9 517 669	6 243 210 144	9 437 194	6 190 421 927	482 331	316 389 856	562 806	369 178 073
	2 967 301	1 946 430 508	2 538 632	1 665 241 014	32 699	21 449 492	461 368	302 638 986
	151 626 580	99 460 971 220	149 905 077	98 331 734 289	373 420	244 948 780	2 094 923	1 374 185 711
	9 842 184	6 456 079 095	9 660 111	6 336 646 208	157 816	103 520 905	339 889	222 953 792
	16 150 000	10 593 754 000	432 060	283 414 078	-	-	15 717 940	10 310 339 922
	7 829 950	5 136 134 002	7 229 950	4 742 557 989	170 050	111 545 998	770 050	505 122 011
	280 574 965	184 045 954 363	254 204 776	166 748 164 904	1 425 035	934 765 637	27 795 224	18 232 555 096
	76 636 640	50 270 570 630	72 626 668	47 640 189 338	1 168 160	766 265 978	5 178 132	3 396 647 270
	17 239 386	11 308 347 641	10 728 289	7 037 328 728	833 039	546 440 262	7 344 136	4 817 459 175
	5 745 950	3 769 113 362	5 246 611	3 441 566 650	54 050	35 454 638	553 389	363 001 350
	20 000 000	13 119 200 000	15 151 402	9 938 713 656	-	-	4 848 598	3 180 486 344
	119 621 976	78 467 231 633	103 752 970	68 057 798 372	2 055 249	1 348 160 878	17 924 255	11 757 594 139
	1 499 010	983 290 619	1 499 010	983 290 619	990	649 381	990	649 381
	19 500 000	12 791 220 000	8 771 532	5 753 773 914	4 500 000	2 951 820 000	15 228 468	9 989 266 086
	19 500 000	12 791 220 000	6 424 796	4 214 409 479	500 000	327 980 000	13 575 204	8 904 790 521
	39 000 000	25 582 440 000	10 000 000	6 559 600 000	5 000 000	3 279 800 000	34 000 000	22 302 640 000
	6 810 500	4 467 415 580	782 206	513 095 848	7 189 500	4 716 024 420	13 217 794	8 670 344 152
	3 213 750	2 108 091 450	642 750	421 618 290	11 786 250	7 731 308 550	14 357 250	9 417 781 710
	17 000 000	11 151 320 000	3 536 826	2 320 016 698	-	-	13 463 174	8 831 303 302
	103 415	67 836 103	-	-	3 896 585	2 556 003 897	4 000 000	2 623 840 000
	-	-	-	-	4 000 000	2 623 840 000	4 000 000	2 623 840 000
	2 798 815	1 835 910 687	1 285 465	843 213 621	2 201 185	1 443 889 313	3 714 535	2 436 586 379
	19 500 000	12 791 220 000	5 123 425	3 360 761 988	500 000	327 980 000	14 876 575	9 758 438 012
	128 925 490	84 569 964 440	38 066 011	24 969 780 457	39 574 510	25 959 295 560	130 433 989	85 559 479 543
	529 122 432	347 083 150 436	396 023 757	259 775 743 734	43 054 793	28 242 222 075	176 153 468	115 549 628 777

Tableau récapitulatif des paiements de l'Union européenne pour les actions en cours au Cameroun - Année 2025 (En FCFA)

Opérations	janv-25	févr-25	mars-25
Programme d'appui à la Citoyenneté Active (PROCIVIS)	-	-	-
Facilité de Coopération Technique (FCT)			
Mesures complémentaires (assistance technique) Contrat de réforme sectorielle-Appui budgétaire de l'Union européenne	-	-	-
Dispositif d'appui à la Compétitivité du Cameroun (DACC)			
Programme d'appui à la Gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (PAGIRN)	-	-	-
Mesures d'accompagnement Bananes (MAB)			
Programme d'amélioration gouvernance en milieu Forestier (PAMFOR)	-	-	-
Africa Investissement Facility - Assistance pour la modernisation du chemin de fer Belabo - Ngaoundéré			
Programme d'Appui à l'Intégration Régionale et à l'Investissement en Afrique Centrale (PAIRIAC)	-	-	-
Programme d'appui pour la préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles (ECOFAC-6)-Réserve de faune du DJA, Cameroun			
Décaissement au profit du trésor public au titre du contrat de réforme sectorielle-développement rural de l'appui budgétaire de l'Union européenne	-	-	-
SOUS TOTAL I	0	0	0
Programme de développement économique et social des villes secondaires (PRODESV): FEICOM et KFW	-	-	-
PNDP-Agropastoral-FED : AFD et PNDP			
Appui au Bassin Cotonnier-Programme d'Appui au Développement Rural (ABC-PADER): GIZ	-	-	-
Projet d'électrification de 16 villages de l'Extrême-Nord du Cameroun (PERPREN - MIDIMA)			
Contribution à l'AIP - plateforme d'investissement pour l'Afrique en faveur du secteur industriel du septentrion camerounais - Blending BEI	-	-	-
Contribution phase 2_AfIF Africa Investment Facility for the realisation of regional infrastructures			
Production durable pour les crises alimentaires au Cameroun - AFD			
SOUS TOTAL II PAGODA FED (projets avec un financement du FED et mis en œuvre par une agence d'exécution)	0	0	0
Mesures d'appui AAP	-	-	-
Mitigating the impact of COVID-19 on conflict affected people in the South West and North West regions of Cameroon	0	-	-
ACT-60919 (2023) PROCIG 44975	-	-	-
Dec. 44812 / Paysage Vert Sud/Sud-Est Cameroun	-	-	-
TEI Septentrion Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun / agriculture et conservation	-	-	-
Cameroun villes vertes inclusives et durables	-	-	-
Dec. 45589 / Programme d'appui au développement local au Cameroun (PADL)	-	-	-
NDICI/2023/ACT-62253 Appui au développement des chaînes de valeur	-	-	-
NaturAfrica Phase 1 - Overall decision	-	-	-
487854 - Assistance Technique du programme Ocean Durable et Economie Bleue en Afrique Centrale (AT-ODEBAC)	-	-	-
Securing Corridors, Ports and Exchanges in Western and Central Africa (SCOPE Africa)	-	-	-
SOUS TOTAL III - NDICI	0	0	0
TOTAL MENSUEL (I + II + III)	0	0	0

	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25	TOTAL
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	7 799 165	-	-	-	-	-	-	17 775 910	27 016 901	52 591 976
	-	-	-	469 817 978	-	235 610 459	-	11 659 636	30 322 813	747 410 886
	-	-	15 764 214	30 692 228	-	-	-	-	-	46 456 442
	190 591 245	-	-	-	-	-	-	-	152 068 084	342 659 329
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	-	488 725 105	-	-	-	-	156 336 298	-	-	645 061 403
	-	1 463 296 412	-	-	-	-	-	-	-	1 463 296 412
	-	328 273 359	-	-	-	229 572 966	-	5 393 934	-	563 240 259
	-	-	-	-	-	13 192 771	-	-	-	13 192 771
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	198 390 410	2 280 294 877	15 764 214	500 510 206	0	478 376 196	156 336 298	34 829 480	209 407 798	3 873 909 479
	-	-	-	-	-	-	623 929 394	-	-	623 929 394
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	-	-	-	-	-	-	22 818 251	-	-	22 818 251
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	-	18 078 175	-	-	-	-	-	-	-	18 078 175
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
	0	18 078 175	0	0	0	0	646 747 646	0	0	664 825 821
	27 134 317	-	12 052 501	196 787 100	40 376 121	-	-	7 940 359	287 902 151	572 192 551
	-	28 835 870	-	-	-	-	-	-	-	28 835 870
	-	-	2 951 806 500	43 030 779	-	768 602 856	-	-	23 901 269	3 787 341 404
	-	-	675 348 270	-	-	9 217 114	-	485 702 947	706 509 782	1 876 778 114
	9 100 091	-	-	1 628 304 593	-	-	-	-	655 957 000	2 293 361 685
	-	-	80 096 810	2 743 889 876	129 966 072	-	-	-	1 106 224 252	4 060 177 010
	-	-	-	-	-	-	-	603 383 358	-	603 383 358
	-	-	-	-	-	-	-	421 616 362	-	421 616 362
	-	78 118 182	-	1 019 466 703	-	-	-	290 142 979	487 502 119	1 875 229 983
	-	-	-	-	-	-	-	243 953 275	513 093 501	757 046 776
	-	-	-	-	1 352 505 275	-	-	-	-	1 352 505 275
	36 234 409	106 954 051	3 719 304 081	5 631 479 052	1 522 847 469	777 819 970	0	2 052 739 281	3 781 090 075	17 628 468 387
	234 624 819	2 405 327 103	3 735 068 296	6 131 989 257	1 522 847 469	1 256 196 166	803 083 944	2 087 568 761	3 990 497 873	22 167 203 687
									en euros	33 793 684

L'élargissement du suivi du partenariat européen

Suivi étendu des intervenants au partenariat européen

Tel que formellement prescrit par l'Arrêté ministériel établissant la CAP-CUE, le partenariat européen faisant l'objet de suivi, s'entend au sens large de la Partie européenne, comprenant outre l'Union européenne, les Etats membres, leurs Agences de coopération et la Banque Européenne d'Investissement.

Dans cette logique, l'approche Equipe Europe de l'UE et ses Etats membres donne davantage du relief au champ de suivi des intervenants dans le cadre de la coordination du partenariat européen.

Suivi diversifié des mécanismes d'intervention du partenariat européen

S'agissant du rapport aux mécanismes d'intervention du partenariat européen, au-delà de l'instrument principal NDICI-Global Europe et son pendant opérationnel qu'est le PIM, le suivi de ce partenariat intègre diverses modalités et autres initiatives de développement et de renforcement de la coopération.

C'est le cas notamment avec la modalité d'Appui budgétaire marquant depuis quelques années, une approche évolutive dans l'octroi des financements européens pour le développement.

C'est également le cas avec l'initiative européenne de la Stratégie Global Gateway dont la mobilisation vise globalement à accroître substantiellement le financement des infrastructures.



Réunion de revue du portefeuille CaSeVe,
25 septembre 2025

Cameroun Septentrion Vert (CaSeVe)

L'Equipe Europe finance et met en œuvre le projet CaSeVe, visant à augmenter la résilience des trois régions septentrionales du Cameroun face à la pression démographique et aux crises alimentaires exacerbées par l'insécurité et le changement climatique.

13,11
milliards FCFA
(20 millions d'euros)

Projet de rail Bélabo-Ngaoundéré

La Banque Européenne d'Investissement (BEI), en partenariat avec l'UE et l'AFD, finance la modernisation du chemin de fer Bélabo-Ngaoundéré (330 km) au Cameroun.

69,5
milliards FCFA
(106 millions d'euros)



Ligne ferroviaire Bélabo-Ngaoundéré en voie de réhabilitation



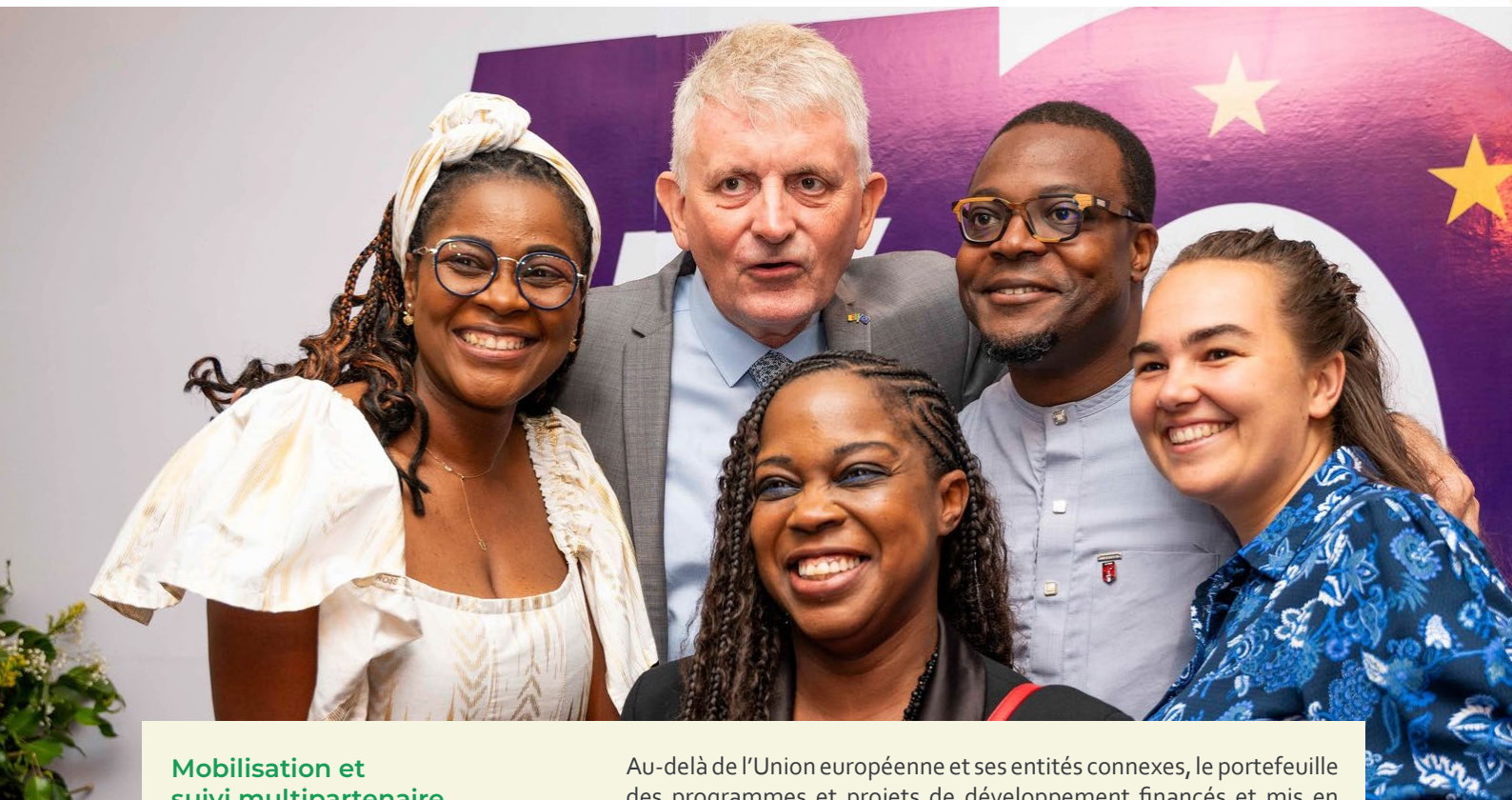
Une maquette de la voie de contournement de Yaoundé

Projet de Voie de Contournement de Yaoundé

La Stratégie Global Gateway en cours de mobilisation pour la réalisation du tronçon T3 de la voie de contournement de Yaoundé.

30,7
milliards FCFA
(49,9 millions d'euros)

L'extension du suivi aux partenariats associés



Mobilisation et suivi multipartenaire

Au-delà de l'Union européenne et ses entités connexes, le portefeuille des programmes et projets de développement financés et mis en œuvre dans le cadre du partenariat européen, associe en tant que de besoin, d'autres Partenaires Techniques et Financiers.

La Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque mondiale s'illustrent principalement dans ce sens, dans les domaines des infrastructures (transport, énergie), de l'agriculture et du développement social, notamment dans l'Extrême-Nord.

Les programmes et projets cofinancés sont mis en œuvre suivant les modalités opérationnelles de responsabilité convenues entre les partenaires, et en fonction desquelles se situe le degré d'implication au titre de la coordination du partenariat européen.

Coordination conjointe et multi partenaires

L'activité multipartenaire de coopération au développement du Cameroun, touche par ailleurs la coordination conjointe dans le cadre des travaux du Comité Multipartenaires regroupant l'ensemble des institutions et Agences de coopération intervenant dans le pays, dans l'objectif de mutualisation des informations pour une meilleure efficacité d'action.

La CAP-CUE y prend une part active au titre du suivi du partenariat européen multi-intervenants.



Pont sur le fleuve Logone

La réalisation du pont sur le Logone a bénéficié du cofinancement de la **Banque Africaine de Développement (BAD)**.



D'un linéaire de 620 mètres, le pont sur le fleuve Logone, destiné à faciliter la circulation des personnes et des biens entre Yagoua au Cameroun et Bongor au Tchad, a été inauguré le 28 avril 2025.



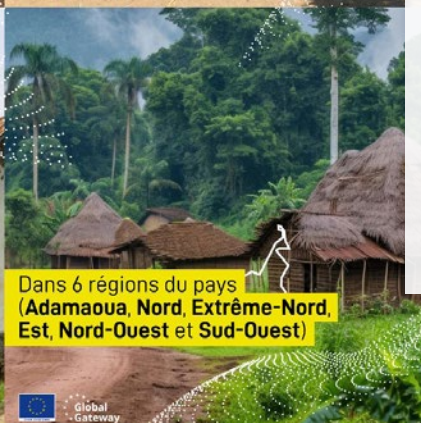
Encore plus d'électricité dans les zones rurales du **Cameroun** à travers le projet **PERACE**



Ce projet permettra d'électrifier **370 000 ménages**



Un investissement de l'UE de **58,6 millions d'Euro**



Dans 6 régions du pays (**Adamaoua, Nord, Extrême-Nord, Est, Nord-Ouest et Sud-Ouest**)

Projet d'électrification rurale et d'accès à l'électricité (PERACE)

Initiative visant à électrifier des centaines de localités et créer des milliers de branchements sociaux, dotée de 123 milliards de FCFA, et cofinancée principalement par la **Banque Mondiale** (Prêt de 88 milliards de FCFA), l'Union européenne (Don de 10 milliards de FCFA), la Banque Européenne d'Investissement et autres contributions (25 milliards de FCFA).

Les nouveaux horizons d'action de coordination

Priorisation stratégique

.....

Arrimage politique

.....

Mobilisation multi-acteurs

.....

Redéploiement opérationnel

La prospective d'action de la nouvelle coordination du partenariat européen au Cameroun se dessine autour de plusieurs facteurs d'influence de contexte international et national, en rapport avec les évolutions récentes des paradigmes de la coopération OEACP-UE/Cameroun-UE :

- ▶ Les contingences géopolitiques et stratégiques mondiales, réorientant le discours européen vers une option de coopération plus politique, axée davantage sur la poursuite d'intérêts communs à l'UE et aux pays partenaires, dans un élan de survivance du multilatéralisme en perte de vitesse ;
- ▶ Les approches partenariales nouvelles aux effets induits de remodelage d'approches de coordination :
 - Nouveaux Instruments et initiatives (NDICI – Stratégie Global Gateway) en cours d'implémentation ;
 - Option privilégiée de l'Appui budgétaire comme modalité d'intervention ;
 - Tendance pluri-acteurs de nature et de portée d'intervention multiple (Equipe Europe, agences d'exécution, autres Partenaires Techniques et Financiers...).
- ▶ Les enjeux d'options prioritaires affirmées de part et d'autre des Parties, avec en point d'honneur, l'impératif gouvernemental de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement ; toute chose appelant à un dialogue de partenariat renforcé.



Intégrer au cœur de la mobilisation partenariale, l'approche Equipe Europe.



Prioriser au cœur de la stratégie de déploiement, l'alignement du partenariat à la Stratégie Nationale de Développement.



Arrimer optimalement le positionnement stratégique national à la prise en compte des intérêts européens.



Adapter au mieux, la démarche de coordination à l'évolution des instruments, outils et mécanismes d'intervention du partenariat européen.



Revigorer les opportunités et instances d'échanges à l'instar du Dialogue Economique et Technique, à l'effet d'impulser davantage le dialogue de partenariat.



320, Rue Onambélé Nkou-Nlongkak

B.P. : 847 Yaoundé Cameroun

Standard : +237 222 21 97 72

Fixe : +237 222 21 55 87 / 222 21 54 32

Fax : +237 222 20 53 93

Email : capcue@capcue.cm

Site web : www.capcue.cm